



VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°88-2023-051**

PUBLIÉ LE 25 MAI 2023

Sommaire

Direction départementale des territoires des Vosges / SER

- 88-2023-05-24-00004 - Arrêté n°084/DDT du 24 mai 2023 portant modification de l'arrêté n°250 du 5 juillet 2021 réglementant le prélèvement, le ramassage, la cueillette et la cession à titre gratuit ou onéreux d'espèces de champignons et de myrtilles sauvages ou non cultivés dans le département des Vosges (4 pages) Page 3
- 88-2023-05-25-00005 - Arrêté n°139/2023/DDT du 25 mai 2023 modifiant l'arrêté n°329/2021/DDT du 14/12/2021 réglementant les dates d'entretien des haies afin de protéger les oiseaux pendant la période de nidification (4 pages) Page 8
- 88-2023-05-24-00002 - Arrêté n°189/2023/DDT du 24 mai 2023 fixant le nombre minimum et le nombre maximum d'animaux à prélever annuellement au plan de chasse pour le département des Vosges Campagne de chasse 2023/2024 (3 pages) Page 13
- 88-2023-05-24-00001 - Arrêté n°190/2023/DDT du 24 mai 2023 relatif au plan de chasse du grand gibier et aux plans de gestion du sanglier et du petit gibier, portant ouverture et clôture de la chasse dans le département des Vosges Campagne de chasse 2023/2024 (10 pages) Page 17
- 88-2023-05-24-00003 - Arrêté n°193/2023/DDT portant autorisation de remplacement d'enseigne (3 pages) Page 28

Prefecture des Vosges / Cabinet

- 88-2023-05-25-00001 - Arrêté du 25 mai 2023 portant interdiction d'une manifestation de type rave-party, free party et tecknival dans le département des Vosges du 26 mai 2023 à 18h00 au 30 mai 2023 à 08h00. (2 pages) Page 32

Prefecture des Vosges / DCL

- 88-2023-05-25-00004 - Arrêté du 25 mai 2023 portant modification statutaire du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée des Lacs (4 pages) Page 35

Prefecture des Vosges / SA2P

- 88-2023-05-17-00002 - Arrêté interpréfectoral portant ouverture d'une enquête publique unique sur les demandes d'autorisation environnementale, de déclaration d'intérêt général et de déclaration d'utilité publique formulées par l'Etablissement Public Territorial de Bassin Meurthe Madon en vue de réaliser des aménagements de gestion des inondations et de restauration hydromorphologiques dans le bassin versant du Madon (5 pages) Page 40

Direction départementale des territoires des Vosges

88-2023-05-24-00004

Arrêté n°084/DDT du 24 mai 2023

portant modification de l'arrêté n°250 du 5 juillet 2021
réglementant le prélèvement, le ramassage, la cueillette et
la cession à titre gratuit ou onéreux d'espèces de
champignons et de myrtilles sauvages ou non cultivés dans
le département des Vosges



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires des Vosges**

Arrêté n°084/DDT du 24 mai 2023

portant modification de l'arrêté n°250 du 5 juillet 2021 réglementant le prélèvement, le ramassage, la cueillette et la cession à titre gratuit ou onéreux d'espèces de champignons et de myrtilles sauvages ou non cultivés dans le département des Vosges

La préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu l'article 547 du Code civil ;
- Vu les articles L.411-1, L.411-2, L.412-1, L.415-1, L.415-3 et R.412-8, R.412-9, R.415-3 du Code de l'environnement ;
- Vu les articles L.163-11 et R.163-5 du Code forestier ;
- Vu les articles 311-3 et 311-4, 311-13, 311-14 et 311-16 du Code pénal ;
- Vu le décret 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret du 5 octobre 2022 nommant Mme Valérie MICHEL-MOREAUX, préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 13 octobre 1989 modifié relatif à la liste des espèces sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire ;
- Vu l'arrêté n°250 du 5 juillet 2021 réglementant le prélèvement, le ramassage, la cueillette et la cession à titre gratuit ou onéreux d'espèces de champignons et de myrtilles sauvages ou non cultivés dans le département des Vosges

CONSIDÉRANT qu'afin de limiter le prélèvement intensif des espèces naturelles sauvages et de sauvegarder la biodiversité dans les forêts et espaces naturels du département des Vosges, il y a lieu de réglementer le ramassage, la récolte et la

cession à titre gratuit ou onéreux des espèces de champignons et de myrtilles sauvages ou non cultivés dans le département des Vosges ;

CONSIDÉRANT par ailleurs, qu'il est nécessaire de prévenir les prélèvements intensifs afin de permettre la reconstitution des ressources, de veiller à la quiétude de la faune sauvage et limiter les risques d'accidents liés à l'activité cynégétique ou d'autres activités forestières, ;

CONSIDÉRANT toutefois qu'il convient de prendre en compte les activités économiques professionnelles liées à la myrtille en organisant un régime dérogatoire, sous conditions strictes, au bénéfice des professionnels ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

Arrête :

Article 1 – Autorisation de prélèvement

L'article 1 de l'arrêté n° 250 du 5 juillet 2021 concernant l'autorisation de prélèvement est précisé, en ce qui concerne la volumétrie de prélèvement, comme suit : « le volume prélevé n'excède pas 5 litres par personne ».

Le reste de l'article reste inchangé.

Article 2 – Modalités de prélèvement

L'article 2 de l'arrêté n° 250 du 5 juillet 2021 concernant les modalités de prélèvement est modifié comme suit :

L'arrachage et la destruction des champignons ou des parties végétales des myrtilles ou airelles (autres que le fruit à maturité) sont interdits. L'utilisation du peigne est interdite.

Des dérogations peuvent être accordées au cas par cas, sur des parcelles spécifiques (hors secteurs sensibles ou de quiétude et hors forêt relevant du régime forestier) et selon des créneaux horaires précis, pour les professionnels qui en feraient la demande par écrit et à condition de justifier leur qualité de professionnel et l'existence d'un contrat de travail s'ils font appel à des ramasseurs.

Pour le ramassage ou la récolte des champignons, l'utilisation d'outils scarificateurs tels que pioche, serfouette, grappin, râteau, crocs ou autres est interdite.

Article 3 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, les sous-préfets de Neufchâteau et de Saint-Dié-des-Vosges, les maires du département, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie des Vosges, le directeur départemental de la sécurité publique des Vosges, le directeur régional des douanes, le directeur régional de

l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de l'office national des forêts, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité ainsi que tous les officiers, agents de police judiciaire, et les personnels visés à l'article L.415-1 du code de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans chacune des communes du département, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le 24 mai 2023

La préfète,

SIGNE

Valérie MICHEL-MOREAUX

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet des Vosges, ou d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la Transition Écologique, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La décision de rejet, expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours gracieux ou hiérarchique – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

Direction départementale des territoires des Vosges

88-2023-05-25-00005

Arrêté n°139/2023/DDT du 25 mai 2023
modifiant l'arrêté n°329/2021/DDT du 14/12/2021
réglementant les dates d'entretien des haies afin de protéger
les oiseaux pendant la période de nidification



Arrêté n°139/2023/DDT du 25 mai 2023

**modifiant l'arrêté n°329/2021/DDT du 14/12/2021 réglementant les dates d'entretien
des haies afin de protéger les oiseaux pendant la période de nidification**

La préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.411-1 à L.411-6, R.411-17 et suivant ;
- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles D.161-24 et D.615-50-1 ;
- Vu le code civil notamment les articles 671 et 672 ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du 5 octobre 2022 nommant Mme Valérie MICHEL-MOREAUX, préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté du 26 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 24 avril 2015 relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;
- Vu la cartographie départementale des cours d'eau (<http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/294/ICE.map>) ;
- Vu le décret n°2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune et précisant les "Normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales"

CONSIDÉRANT que les haies sont nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie de nombreuses espèces avifaunes ;

CONSIDÉRANT le déclin de la population d'oiseaux constaté par le Muséum d'histoire naturelle et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dans différentes études ;

CONSIDÉRANT que les oiseaux nichent à l'époque la plus favorable (mi-printemps / mi-été), où la nourriture est la plus abondante et la plus aisément accessible, une fois les jeunes éclos ;

CONSIDÉRANT la volonté affichée dans la Stratégie Régionale Biodiversité Grand Est d'accroître les mesures de suivi et de préservation des haies ;

CONSIDÉRANT que selon les normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales, la taille des haies et des arbres est désormais interdite pendant la période de nidification et de reproduction des oiseaux, entre le 16 mars et le 15 août.

Sur proposition du directeur départemental des territoires

Arrête :

Article 1 : Mesure d'interdiction

L'article 2-1 de l'arrêté n°329/2021/DDT du 14/12/2021 est modifié comme suit :

Sur l'ensemble du département des Vosges, il est interdit à quiconque d'effectuer des travaux (destruction, entretien, taille...) sur les haies pendant une période allant du 16 mars au 15 août.

Article 2 :

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n°329/2021/DDT du 14/12/2021 sont inchangées.

Article 3 :

à titre transitoire, pour l'année 2023, la période d'interdiction s'étend de la date de publication du présent arrêté au 15 août 2023.

Article 3 : Publicité

Le présent arrêté sera :

- affiché dans chacune des communes vosgiennes ;
- publié au recueil des actes administratifs concerné et mis en ligne sur le site internet de la préfecture ;
- mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans l'ensemble du département.

Article 3 : Exécution

Le directeur départemental des territoires, les maires, le délégué départemental de l'office national des forêts, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Épinal, le 25 mai 2023

par délégation le sous-préfet,
secrétaire général

SIGNE

David PERCHERON

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans

3/4

les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Direction départementale des territoires des Vosges

88-2023-05-24-00002

Arrêté n°189/2023/DDT du 24 mai 2023

fixant le nombre minimum et le nombre maximum
d'animaux à prélever annuellement au plan de chasse pour
le département des Vosges
Campagne de chasse 2023/2024



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires des Vosges**

**Arrêté n°189/2023/DDT du 24 mai 2023
fixant le nombre minimum et le nombre maximum d'animaux à prélever
annuellement au plan de chasse pour le département des Vosges
Campagne de chasse 2023/2024**

La préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L123-19-1 et R425-2,
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
Vu le décret du 05 octobre 2022 nommant Valérie MICHEL-MOREAUX préfète des Vosges ;
Vu les avis émis par la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage lors de la séance du 13 avril 2023 ;
Vu l'avis exprimé lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 19 avril au 13 mai 2023 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

Arrête :

Article 1er – Pour la campagne de chasse 2023/2024, le nombre minimum et le nombre maximum des animaux soumis à plan de chasse à prélever annuellement pour le département des Vosges sont fixés comme suit :

Espèce	Mouflon	Cerf	Chevreuril	Daim	Chamois
Minimum	0	1 458	7 665	0	53
Maximum	30	2 983	13 057	60	101

Le nombre minimum et le nombre maximum des animaux soumis à plan de chasse à prélever annuellement par unité de gestion (massif cynégétique) sont fixés comme suit :

Sous-massif	CERF		CHEVREUIL		CHAMOIS	
	Mini	Maxi	Mini	Maxi	Mini	Maxi
1A	0	0	71	124	0	0
1B	0	9	240	409	0	0
1C	0	0	36	66	0	0
1D	1	6	210	365	0	0
1E	0	0	152	273	0	0
1F	0	0	107	184	0	0
1G	0	3	104	185	0	0
1H	0	9	58	110	0	0
2A	4	20	180	321	0	0
2B	4	25	150	257	0	0
2C	2	12	129	226	0	0
2D	0	6	77	142	0	0
3A	0	0	87	168	0	0
3B	0	0	44	78	0	0
3C	1	20	100	183	0	0
3D	0	0	97	179	0	0
3E	0	0	85	150	0	0
3F	0	8	66	112	0	0
3G	19	46	174	296	0	0
4A	4	19	87	154	0	0
4B	5	14	100	176	0	0
4C	1	6	63	108	0	0
4D	0	0	56	99	0	0
4E	10	27	135	223	0	0
5A	50	134	238	426	0	0
5B	50	104	347	564	0	0
5C	30	60	141	229	0	0
5D	22	47	64	113	0	0
5E	66	125	113	194	0	0
5F	5	27	75	134	0	0
6A	13	35	153	250	0	0
6B	0	10	110	177	0	0
6C	1	11	133	219	0	0
7A	7	27	150	259	0	0
7B	8	27	122	210	0	0

Sous-massif	CERF		CHEVREUIL		CHAMOIS	
	Mini	Maxi	Mini	Maxi	Mini	Maxi
8A	12	30	216	352	0	0
8B	13	26	85	141	0	0
8C	0	7	97	165	0	0
8D	95	181	248	450	0	0
9A	26	56	205	346	0	0
9B	65	150	398	675	0	0
WA	149	260	198	327	0	0
WB	18	69	372	616	0	0
XA	25	63	135	227	0	3
XB	113	161	77	128	0	0
XC	27	60	108	198	0	0
YA	114	204	255	417	2	6
YB	250	414	149	255	21	40
YC	7	23	99	160	0	0
ZA	6	23	161	268	0	0
ZB	34	62	68	114	0	0
ZC	37	66	81	128	0	0
ZD	125	195	97	156	11	18
ZE	7	19	68	108	0	3
ZF	14	27	78	122	19	31
ZG	18	41	216	341	0	0

Article 2 – Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le 24 mai 2023

La préfète,

SIGNE

Valérie MICHEL-MOREAUX

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Direction départementale des territoires des Vosges

88-2023-05-24-00001

Arrêté n°190/2023/DDT du 24 mai 2023
relatif au plan de chasse du grand gibier et aux plans de
gestion du sanglier et du petit gibier, portant ouverture et
clôture de la chasse dans le département des Vosges
Campagne de chasse 2023/2024



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires des Vosges**

Arrêté n°190/2023/DDT du 24 mai 2023

**relatif au plan de chasse du grand gibier et aux plans de gestion du sanglier et du petit gibier, portant ouverture et clôture de la chasse dans le département des Vosges
Campagne de chasse 2023/2024**

La préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L123-19-1, L420-3, L424-1 à L424-15, L425-6 à L425-15, R424-1 à R424-22, R425-1 à R425-13 et R425-18 à R425-20 ;
- Vu la loi n°2000-698 du 26 juillet 2000 relative à la chasse ;
- Vu la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux ;
- Vu la loi n°2008-1545 du 31 décembre 2008 pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse ;
- Vu la loi n°2012-325 du 7 mars 2012 portant diverses dispositions d'ordre cynégétique ;
- Vu le décret n°89-505 du 19 juillet 1989 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse ;
- Vu le décret n° 2019-1432 du 23 décembre 2019 relatif aux missions de service public des fédérations départementales des chasseurs concernant les associations communales de chasse agréées et les plans de chasse individuels ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret n°2007-533 du 6 avril 2007 relatif aux sanctions pénales en matière de chasse, complétant le code de procédure pénale et modifiant le code de l'environnement ;
- Vu le décret du 05 octobre 2022 nommant Valérie MICHEL-MOREAUX préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 16 février 1965 relatif à la taxe applicable aux bénéficiaires de plans de chasse et à l'indemnisation des dégâts de gibier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1982 modifié relatif à l'exercice de la vénerie ;
- Vu l'arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 1989 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 novembre 2003 modifié relatif à l'usage des appeaux et appelants pour la chasse des oiseaux de passage et du gibier d'eau et pour la destruction des animaux nuisibles ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 mars 2006 modifié relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 janvier 2009 modifié relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 janvier 2009 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage du gibier ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2011 modifié relatif au prélèvement maximal autorisé de la bécasse des bois ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 janvier 2012 relatif à la chasse en temps de neige d'oiseaux issus d'élevage des espèces perdrix grise, perdrix rouge, faisan de chasse ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022/448 du 15 décembre 2022 portant approbation du schéma départemental de gestion cynégétique ;

Vu l'arrêté préfectoral n°189/2023/DDT fixant le nombre minimum et le nombre maximum d'animaux à prélever annuellement au plan de chasse pour le département des Vosges campagne de chasse 2023-2024 ;

Vu les demandes individuelles de plan de chasse présentées pour la campagne de chasse 2023/2024 ;

Vu le plan de gestion cynégétique relatif au petit gibier (version du 18 avril 2016) établi par la fédération départementale des chasseurs des Vosges ;

Vu les avis émis par la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage lors de la séance du 13 avril 2023 ;

Vu les avis exprimés lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 19 avril au 13 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT que pour définir la répartition des prélèvements et déterminer les nombres maxima et minima d'animaux à prélever pour chaque espèce et pour chaque plan, il est tenu compte de la superficie du territoire concerné et de la densité des populations estimées afin d'assurer l'équilibre agro-sylvo-cynégétique du secteur concerné ;

CONSIDÉRANT les modes de gestion cynégétique inadaptés mis en œuvre par certains détenteurs de plans de gestion sanglier et les densités de populations de sangliers qui en découlent ;

CONSIDÉRANT l'incompatibilité de l'artificialisation de certains territoires de chasse avec les intérêts économiques et environnementaux ;

CONSIDÉRANT le rôle déterminant des zones de tranquillité et (ou) de réserve mise en œuvre par certains détenteurs de droit de chasse favorisant le maintien et le développement de populations pléthoriques ;

CONSIDÉRANT que dans la dénomination des massifs cynégétiques de montagne, il y a équivalence entre W et 10, X et 11, Y et 12, Z et 13 pour tous les territoires de chasse concernés ;

CONSIDÉRANT les volumes des dégâts aux cultures occasionnés par les sangliers et le montant global des indemnités qui en découle ;

CONSIDÉRANT la difficulté de réduire la population de sangliers autrement qu'en battue ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

Arrête :

Article 1^{er} : Les notifications individuelles de plan de chasse grand gibier fixent par territoire de chasse et par espèce, le nombre d'animaux minima et maxima à prélever par le détenteur du droit de chasse.

Article 2 : Tout bénéficiaire d'un plan de chasse grand gibier et (ou) d'un plan de gestion sanglier dans le département des Vosges, est tenu de se conformer aux obligations suivantes pour le tir de chaque espèce :

- tout animal tué sera muni sur les lieux mêmes de sa capture et avant tout transport, d'un dispositif de marquage conformément au numéro de bracelet mentionné dans la notification individuelle à la diligence et sous la responsabilité du bénéficiaire du plan de chasse individuel et (ou) du plan de gestion sanglier,
- en cas de partage de la venaison et en période d'ouverture de l'espèce concernée, le transport d'une partie du gibier mort soumis au plan de chasse et (ou) au plan de gestion sanglier est autorisé sans formalité pour les titulaires d'un permis de chasser valide. Hors de cette situation, y compris lors de transports en vue d'opération de taxidermie, la nécessité d'un ticket de transport persiste. Tout animal ou partie d'animal destiné à la naturalisation doit être accompagné du dispositif de marquage ou de l'attestation jusqu'à l'achèvement de la naturalisation (article R425-11 du code de l'environnement).

Article 3 : Tout détenteur d'un plan de chasse grand gibier et (ou) plan de gestion sanglier devra s'acquitter du montant de la cotisation fédérale prévue pour ces espèces, telle qu'elle a été fixée par l'assemblée générale de la fédération départementale des chasseurs des Vosges (FDCV) dans sa séance du 22 avril 2023.

Article 4 – Constat de tir : cerf et chamois

Il est fait obligation à chaque détenteur d'un plan de chasse et pour chaque animal tué :

1) Pour tout le département:

- obligation de présenter dans les 48 heures « la tête non dépouillée » accompagnée du bracelet de plan de chasse ou de sa languette détachable ou d'un ticket de transport à un agent de l'office national des forêts (ONF) ou à un lieutenant de louveterie ou à un agent de l'office français de la biodiversité (OFB), dans un lieu déterminé par le service qui remplira l'imprimé « constat de tir », sauf dispositions particulières applicables aux sous-massifs 10A et 11B et énumérées dans le paragraphe 2.
- après constat, l'oreille droite de l'animal devra être marquée d'une fente d'au moins 3 cm pratiquée d'un coup de couteau dans le sens longitudinal par l'agent contrôleur. Si le tireur déclare sur son constat de tir que l'animal sera naturalisé, l'agent contrôleur ne le marquera pas et en fera mention sur le constat. Dans ce cas, les animaux naturalisés mâles ou femelles devront être obligatoirement présentés à l'exposition visée à l'article 6 du présent arrêté.
- l'agent qui a rempli le constat de tir en remettra un exemplaire au bénéficiaire du plan, à l'OFB et à l'ONF.

2) Dispositions particulières pour les sous-massifs 10A et 11B exclusivement :

- obligation de présenter dans les 48 heures l'animal entier dans sa peau accompagnée du bracelet de plan de chasse à un agent de l'office national des forêts (ONF) ou à un lieutenant de louveterie ou à un agent de l'office français de la biodiversité (OFB), dans un lieu déterminé par le service qui remplira l'imprimé « constat de tir ».

- pour le sous-massif 10A : Ces dispositions particulières résultent du protocole mis en place dans le cadre de l'observatoire du massif du Donon pour les quatre départements concernés.
-

Article 5 – Déclaration de tir : toutes espèces soumises à plan de chasse ou plan de gestion sanglier (pour le cerf et pour le chamois, cette déclaration vient en complément du constat de tir mentionné à l'article 4).

Le bénéficiaire est dans l'obligation de déclarer chaque prélèvement d'espèces soumises à plan de chasse ou plan de gestion sanglier.

Ces déclarations doivent être réalisées sous 48 heures, de préférence par télédéclaration, en se connectant sur le site internet de la FDCV.

Il est fait obligation de retourner le carnet de prélèvement en fin de campagne avant le 10 mars à la FDCV.

Article 6 : par ailleurs, il est fait obligation :

- de présenter au cours d'une exposition organisée par la FDCV, à l'issue de la campagne de chasse, le trophée avec le demi maxillaire inférieur des cerfs mâles et des chamois tués tout au long de la campagne.
- d'adresser toute demande de plan de chasse et (ou) de plan de gestion sanglier (annexée au carnet de prélèvements) concernant la prochaine campagne, avant le 10 mars de chaque année. Le cas échéant, la demande précisera le refus de bénéficier d'une notification individuelle de chasse pendant les périodes d'ouverture de chasse spécifique et jusqu'à la date de l'ouverture générale.

Article 7 : La période d'ouverture générale de la chasse à tir et de la chasse au vol est fixée, dans le département des Vosges :

du 17 septembre 2023 à 8h00 au 29 février 2024 au soir

Sont concernées les espèces suivantes :

- ❖ **mammifères** : blaireau, fouine, martre, putois, hermine, belette, ragondin, rat musqué, chien viverrin, vison d'Amérique, raton laveur ;
- ❖ **oiseaux** : corbeau freux, corneille noire, pie bavarde, geai des chênes, étourneau sansonnet.

Article 8 : En complément de l'article 7 et par dérogation, les espèces gibier figurant dans les tableaux ci-après ne peuvent être chassées que pendant les périodes comprises entre les dates et dans le respect des conditions spécifiques suivantes.

ONGULÉS – GIBIER SÉDENTAIRE

Seuls les bénéficiaires d'un plan de chasse et (ou) d'un plan de gestion sanglier sont autorisés à chasser ce type de gibier.

Espèces	Dates d'ouverture	Dates de fermeture	Conditions spécifiques de chasse
Cerf élaphe (voir dispositions particulières à l'article 10)	01/09	29/02	<p style="text-align: center;"><u>Ouverture spécifique</u></p> <p>Tir de l'espèce cerf, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} septembre au 30 septembre, uniquement en chasse individuelle et silencieuse sous réserve de disposer au minimum d'un bracelet de cerf mâle et d'être titulaire d'une notification individuelle.</p> <p style="text-align: center;"><u>Ouverture générale</u></p> <p>Tir de l'espèce cerf, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} octobre au 14 octobre, uniquement en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir de l'espèce cerf, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 15 octobre au 31 janvier, en battue et en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir de l'espèce cerf, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} février au 29 février, en chasse individuelle et silencieuse. Durant cette période, l'espèce cerf pourra également être chassée en battue sauf dans les 4 massifs 10, 11, 12 et 13.</p>
Chevreuil (voir dispositions particulières à l'article 10)	01/06	29/02	<p style="text-align: center;"><u>Ouverture spécifique</u></p> <p>Tir du chevreuil mâle, tous âges confondus, tous les jours du 1^{er} juin au 14 août, uniquement en chasse individuelle et silencieuse, sous réserve de disposer au minimum d'un bracelet de brocard et d'être titulaire d'une notification individuelle.</p> <p>Tir de l'espèce chevreuil, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 15 août au 16 septembre, uniquement en chasse individuelle et silencieuse, sous réserve d'être titulaire d'une notification individuelle.</p> <p style="text-align: center;"><u>Ouverture générale</u></p> <p>Tir de l'espèce chevreuil, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 17 septembre au 31 janvier, en battue et en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir de l'espèce chevreuil, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} février au 29 février, en chasse individuelle et silencieuse. Durant cette période, l'espèce chevreuil pourra également être chassée en battue sauf dans les 4 massifs 10, 11, 12 et 13.</p>
Chamois	01/09	29/02	<p style="text-align: center;"><u>Ouverture spécifique</u></p> <p>Tir de l'espèce chamois, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} septembre au 17 septembre, uniquement en chasse individuelle et silencieuse sous réserve d'être titulaire d'une notification individuelle.</p> <p style="text-align: center;"><u>Ouverture générale</u></p> <p>Tir de l'espèce chamois, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 18 septembre au 31 janvier, en battue et en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir de l'espèce chamois, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} février au 29 février, uniquement en chasse individuelle et silencieuse.</p>
Sanglier (voir dispositions particulières à l'article 10)	01/06	31/03	<p style="text-align: center;"><u>Ouverture spécifique</u></p> <p>Tir de l'espèce sanglier, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} juin au 31 juillet en chasse individuelle et silencieuse, sous réserve d'être titulaire d'une notification individuelle et dans le respect des conditions fixées à l'article 10. Ce même article précise les conditions particulières qui peuvent permettre exceptionnellement de chasser cette espèce en battue durant cette période.</p> <p>Tir de l'espèce sanglier, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} août au 2 septembre, en chasse individuelle et silencieuse et en battue de 5 tireurs au moins, en plaine ou dans les boqueteaux d'une superficie inférieure à 15 hectares non attenants à un autre massif boisé.</p> <p>Tir de l'espèce sanglier, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 3 septembre au 16 septembre, en chasse individuelle et silencieuse et en battue.</p> <p style="text-align: center;"><u>Ouverture générale</u></p> <p>Tir de l'espèce sanglier, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 17 septembre au 31 janvier, en battue et en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir de l'espèce sanglier, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} février au 31 mars, en chasse individuelle et silencieuse. Durant cette période, l'espèce sanglier pourra également être chassée en battue sauf dans les sous massifs 11A, 11B, 12B, 13B, 13C, 13D, 13E, 13F, 13G.</p>

ONGULÉS – PARC DE CHASSE

Seuls les bénéficiaires d'un plan de chasse sont autorisés à chasser ce type de gibier.

Espèces	Dates d'ouverture	Dates de fermeture	Conditions spécifiques de chasse
Daim Cerf sika Mouflon	01/06	29/02	<u>Ouverture spécifique</u>
			Tir des espèces daim, cerf sika et mouflon, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} juin au 16 septembre , uniquement en chasse individuelle et silencieuse, sous réserve d'être titulaire d'une notification individuelle.
			<u>Ouverture générale</u>
			Tir des espèces daim, cerf sika et mouflon, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 17 septembre au 29 février , en battue et en chasse individuelle et silencieuse.

PETIT GIBIER – GIBIER SÉDENTAIRE ou ESPÈCE EXOTIQUE ENVAHISSANTE (voir dispositions particulières à l'article 10)

**Pour les espèces lièvre d'Europe, lapin de garenne, perdrix grise, faisans (colchide, obscur)
Seuls les bénéficiaires d'un plan de gestion sont autorisés à chasser ce type de gibier.**

Espèces	Dates d'ouverture	Dates de fermeture	Conditions spécifiques de chasse
Lièvre d'Europe	7/10	22/10	Tous les jours
Lapin de garenne	17/09	29/02	Tous les jours – chasse avec furet autorisée
Perdrix grise	17/09	30/09	Tous les jours
Perdrix rouge	17/09	31/01	Tous les jours
Faisans (Colchide, obscur)	17/09	31/01	Coq : tous les jours, du 17 septembre au 31 janvier Poule : tous les jours, du 17 septembre au 30 septembre
Faisan vénéré	17/09	31/01	Tous les jours
Renard	01/06	29/02	<u>Ouverture spécifique</u>
			Tir de l'espèce renard tous les jours du 1^{er} juin au 31 juillet , en chasse individuelle et silencieuse, sous réserve d'être titulaire d'une notification individuelle pour la chasse du chevreuil ou du sanglier avant l'ouverture générale et dans le respect des conditions fixées à l'article 10.
			Tir de l'espèce renard, tous les jours du 1^{er} août au 2 septembre , en chasse individuelle et silencieuse et en battue de 5 tireurs au moins, en plaine ou dans les boqueteaux d'une superficie inférieure à 15 hectares non attenants à un massif boisé, dans les mêmes conditions que ci-dessus (notification individuelle et conditions fixées à l'article 10).
			Tir de l'espèce renard, tous les jours du 3 septembre au 16 septembre , en chasse individuelle et silencieuse et en battue.
			<u>Ouverture générale</u>
			Tir de l'espèce renard, tous les jours du 17 septembre au 31 janvier , en battue et en chasse individuelle et silencieuse.
			Tir de l'espèce renard, tous les jours du 1^{er} février au 29 février , en battue, et en chasse individuelle et silencieuse pour les détenteurs d'un plan de chasse grand gibier et (ou) d'un plan de gestion sanglier.

Espèces	Dates d'ouverture	Dates de fermeture	Conditions spécifiques de chasse
Ouette d'Egypte	21/08	29/02	Chasse autorisée tous les jours

Il est rappelé que l'emploi de la grenaille de plomb est interdit dans les zones humides mentionnées à l'article L424-6 du Code de l'environnement ; le tir à balle de plomb du grand gibier demeure toutefois autorisé sur ces zones.

Article 9 – Conditions générales d'exercice de la chasse

Le matériel nécessaire pour la pratique de la chasse individuelle et silencieuse en période d'ouverture spécifique et durant le mois de février est le suivant : arme à canon rayé équipée d'une lunette de tir ou arc de chasse avec utilisation de jumelles d'observation. Il est, en outre, rappelé que les viseurs « à point rouge » sont également autorisés.

Durant les périodes et sur les lots où seule la chasse individuelle et silencieuse (à l'affût ou à l'approche) est autorisée, toute combinaison simultanée de ces deux modes de chasse, sur une même zone de chasse ou sur des zones contiguës, au sein d'un même territoire de plan de chasse et (ou) de plan de gestion, de même que toute utilisation faite sciemment d'un quelconque moyen de rabat visant à déranger le gibier environnant et à le mettre en mouvement, sont prohibées.

Article 10 – Dispositions particulières

- Espèce cerf

Il est possible de baguer un faon de cerf à raison d'un seul par plan de chasse avec un bracelet de cerf mâle (CEM) ou de biche (CEF).

À compter du 1^{er} janvier, il est possible de baguer une biche (CEF) avec un bracelet de faon (CEJ) à raison d'une seule fois par plan pour la présente campagne.

Le premier tir d'un cerf moine ou à boutons (dépourvu de bois) pourra, sur demande du bénéficiaire du plan de chasse, être remplacé par un bracelet de cerf mâle (CEM). Si un ou plusieurs nouveaux tirs de cerfs moines sont effectués sur un même plan de chasse, les nouveaux bracelets de remplacement ne pourront servir que pour baguer un cerf moine ou à boutons exclusivement.

Les dispositions particulières qui précèdent relatives à l'espèce cerf s'appliquent par lot de chasse (et non par plan de chasse) en forêt domaniale.

- Espèce chevreuil

Le chevillard (présence de prémolaires trilobées) pourra indifféremment être muni d'un bracelet CHM ou CHF quel que soit son sexe.

En cas d'épuisement des bracelets du plan de tir « chevreuil » pour un sexe donné, le détenteur du plan pourra, dans la limite d'un animal par campagne de chasse, utiliser un dispositif de baguage de l'autre sexe.

- Espèce sanglier (période du 1^{er} juin au 31 juillet)

À compter du 1^{er} juin, il sera également possible de chasser l'espèce sanglier en battue après notification individuelle. Toutefois, cette possibilité ne s'appliquera que sur demande expresse des bénéficiaires de plans de gestion, après consultation et avis de la FDCV, et uniquement sur certaines communes, au regard du montant des dégâts et/ou des données recueillies sur les populations de sangliers. Les bénéficiaires de ces éventuelles autorisations devront enfin :

- réaliser des battues sans chien,

- fournir impérativement et au préalable un calendrier des battues,
- fournir obligatoirement un bilan des prélèvements réalisés lors de ces battues avant le 16 septembre.

- Espèce renard

Conformément à l'article R424-8 du Code de l'environnement, toute personne autorisée à chasser le chevreuil ou le sanglier avant l'ouverture générale peut également chasser le renard dans le respect des conditions spécifiques relatives à la chasse de ces espèces.

- Espèces lièvre d'Europe, lapin de garenne, perdrix (grise, rouge), faisans (colchide, obscur, vénéré)

Les espèces suivantes, lièvre d'Europe, lapin de garenne, perdrix (grise), faisans (colchide, obscur) font l'objet du plan de gestion relatif au petit gibier susvisé.

Article 11 – Chasse en temps de neige

La chasse en temps de neige est autorisée uniquement dans les cas suivants :

- la chasse au gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,
- l'application du plan de chasse grand gibier et (ou) l'application du plan de gestion sanglier,
- la chasse au renard,
- la vénerie sous terre.

Article 12 – Jachère faune sauvage

La chasse est interdite sur l'ensemble des territoires mis en jachère faune sauvage selon la liste établie par la FDCV et communiquée à l'OFB, considérant que l'objectif de ces mesures est la sauvegarde du grand ou du petit gibier et que ces territoires sont des zones de repos, de reproduction et de gagnage.

Article 13 – Chasse à l'arc

La pratique de la chasse à tir à l'arc est autorisée dans le respect des prérogatives de l'arrêté ministériel du 15 février 1995 modifié, relatif à l'exercice de la chasse à l'arc.

Article 14 – Chasse à courre, à Cor et à Cri

La chasse à courre, à cor et à cri est ouverte du 15 septembre au 31 mars.

Elle concerne, au titre de la grande vénerie, les espèces cerf élaphe, chevreuil, sanglier, daim, et au titre de la petite vénerie et de la chasse sous terre, les espèces lièvre, lapin de garenne, blaireau, ragondin et renard.

Elle est réglementée par l'arrêté ministériel du 18 mars 1982 modifié.

La clôture de la vénerie sous terre intervient quant à elle le 15 janvier.

La poursuite sur les héritages voisins des animaux levés est subordonnée à l'accord des différents détenteurs du droit de chasse.

Article 15 – Heures légales de chasse

Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne à celui qui l'a obtenu le droit de chasser de jour, soit à tir, soit à courre, à cor et à cri, soit au vol suivant les distinctions établies par des arrêtés du ministre chargé de la chasse. Le jour s'étend du temps qui commence une heure avant le lever du soleil au chef-lieu du département et finit une heure après son coucher (cf annexe 1 – tableau des horaires du lever et du coucher du soleil).

Il donne également le droit de chasser le gibier d'eau à la passée à partir de deux heures avant le lever du soleil et jusqu'à deux heures après son coucher dans les lieux mentionnés dans l'article L424-6 du Code de l'environnement.

Article 16 – Sécurité à la chasse

Toute personne participant directement ou indirectement à une action de chasse, en battue, devra se conformer scrupuleusement aux obligations en la matière figurant au schéma départemental de gestion cynégétique en vigueur.

Article 17 – Délais et voies de recours

Des demandes de révision des décisions individuelles peuvent être introduites auprès du président de la fédération départementale des chasseurs vosgiens. Pour être recevables, ces demandes doivent être adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification de la décision contestée ; les demandes de révision doivent être dûment motivées. Le défaut de réponse dans un délai d'un mois vaut décision implicite de rejet.

Article 18 : Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges, le sous-préfet de Neufchâteau, les maires, le directeur départemental des territoires, le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Vosges, le directeur départemental de la sécurité publique, le délégué départemental de l'ONF, le chef du service départemental de l'OFB, les lieutenants de louveterie, le président et les agents de développement de la FDCV, les gardes-champêtres, les gardes-chasse particuliers assermentés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage dans chaque commune par le soin des maires. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

Fait à Épinal, le 24 mai 2023

La Préfète,

SIGNE

Valérie MICHEL-MOREAUX

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Annexe 1

HORAIRES DU LEVER ET DU COUCHER DU SOLEIL saison 2023/2024

La loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux prévoit dans l'article 167 (II et III) que : "Art L. 424-4 du Code de l'Environnement. - Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne à celui qui l'a obtenu le droit de chasser de jour, soit à tir, soit à courre, à cor et à cri, soit au vol, suivant les distinctions établies par des arrêtés du ministre chargé de la chasse. Le jour s'entend du temps qui commence une heure avant le lever du soleil au chef-lieu du département et finit une heure après son coucher. Il donne également le droit de chasser le gibier d'eau à la passée, à partir de deux heures avant le lever du soleil et jusqu'à deux heures après son coucher, dans les lieux mentionnés à l'article L. 424-6 du Code de l'Environnement."

Département : VOSGES

Chef-lieu du Département : Epinal

Diminuer d'une heure le lever et augmenter d'une heure le coucher pour avoir les heures légales de chasse.

jour	Lever	coucher	jour	Lever	coucher	jour	Lever	coucher	jour	Lever	coucher	jour	Lever	coucher
juin 2023			juillet 2023			août 2023			septembre 2023			octobre 2023		
1 J	05h38	21h26	1 S	05h37	21h38	1 M	06h09	21h10	1 V	06h51	20h16	1 D	07h32	19h14
2 V	05h37	21h26	2 D	05h38	21h37	2 M	06h10	21h09	2 S	06h52	20h14	2 L	07h34	19h12
3 S	05h37	21h27	3 L	05h39	21h37	3 J	06h11	21h08	3 D	06h54	20h12	3 M	07h35	19h10
4 D	05h36	21h28	4 M	05h39	21h37	4 V	06h13	21h06	4 L	06h55	20h10	4 M	07h37	19h08
5 L	05h36	21h29	5 M	05h40	21h36	5 S	06h14	21h05	5 M	06h56	20h08	5 J	07h38	19h06
6 M	05h35	21h30	6 J	05h41	21h36	6 D	06h15	21h03	6 M	06h58	20h06	6 V	07h39	19h03
7 M	05h35	21h31	7 V	05h41	21h35	7 L	06h17	21h01	7 J	06h59	20h04	7 S	07h41	19h01
8 J	05h34	21h31	8 S	05h42	21h35	8 M	06h18	21h00	8 V	07h00	20h02	8 D	07h42	18h59
9 V	05h34	21h32	9 D	05h43	21h34	9 M	06h19	20h58	9 S	07h02	19h59	9 L	07h44	18h57
10 S	05h34	21h33	10 L	05h44	21h34	10 J	06h21	20h57	10 D	07h03	19h57	10 M	07h45	18h55
11 D	05h33	21h33	11 M	05h45	21h33	11 V	06h22	20h55	11 L	07h05	19h55	11 M	07h47	18h53
12 L	05h33	21h34	12 M	05h46	21h32	12 S	06h23	20h53	12 M	07h06	19h53	12 J	07h48	18h52
13 M	05h33	21h35	13 J	05h47	21h32	13 D	06h25	20h51	13 M	07h07	19h51	13 V	07h50	18h50
14 M	05h33	21h35	14 V	05h48	21h31	14 L	06h26	20h50	14 J	07h09	19h49	14 S	07h51	18h48
15 J	05h33	21h36	15 S	05h49	21h30	15 M	06h28	20h48	15 V	07h10	19h47	15 D	07h53	18h46
16 V	05h33	21h36	16 D	05h50	21h29	16 M	06h29	20h46	16 S	07h11	19h45	16 L	07h54	18h44
17 S	05h33	21h36	17 L	05h51	21h28	17 J	06h30	20h44	17 D	07h13	19h43	17 M	07h56	18h42
18 D	05h33	21h37	18 M	05h52	21h27	18 V	06h32	20h43	18 L	07h14	19h41	18 M	07h57	18h40
19 L	05h33	21h37	19 M	05h53	21h26	19 S	06h33	20h41	19 M	07h16	19h39	19 J	07h59	18h38
20 M	05h33	21h37	20 J	05h54	21h25	20 D	06h34	20h39	20 M	07h17	19h37	20 V	08h00	18h36
21 M	05h33	21h38	21 V	05h55	21h24	21 L	06h36	20h37	21 J	07h18	19h34	21 S	08h02	18h34
22 J	05h33	21h38	22 S	05h56	21h23	22 M	06h37	20h35	22 V	07h20	19h32	22 D	08h03	18h33
23 V	05h34	21h38	23 D	05h58	21h22	23 M	06h39	20h33	23 S	07h21	19h30	23 L	08h05	18h31
24 S	05h34	21h38	24 L	05h59	21h21	24 J	06h40	20h31	24 D	07h23	19h28	24 M	08h06	18h29
25 D	05h34	21h38	25 M	06h00	21h20	25 V	06h41	20h30	25 L	07h24	19h26	25 M	08h08	18h27
26 L	05h35	21h38	26 M	06h01	21h18	26 S	06h43	20h28	26 M	07h25	19h24	26 J	08h09	18h26
27 M	05h35	21h38	27 J	06h02	21h17	27 D	06h44	20h26	27 M	07h27	19h22	27 V	08h11	18h24
28 M	05h36	21h38	28 V	06h04	21h16	28 L	06h45	20h24	28 J	07h28	19h20	28 S	08h12	18h22
29 J	05h36	21h38	29 S	06h05	21h15	29 M	06h47	20h22	29 V	07h30	19h18	passage en heure d'hiver		
30 V	05h37	21h38	30 D	06h06	21h13	30 M	06h48	20h20	30 S	07h31	19h16	29 D	07h14	17h20
			31 L	06h08	21h12	31 J	06h50	20h18				30 L	07h15	17h19
												31 M	07h17	17h17

jour	Lever	coucher	jour	Lever	coucher	jour	Lever	coucher	jour	Lever	coucher	jour	Lever	coucher
novembre 2023			décembre 2023			janvier 2024			février 2024			mars 2024		
1 M	07h18	17h16	1 V	08h03	16h42	1 L	08h24	16h50	1 J	08h03	17h32	1 V	07h14	18h18
2 J	07h20	17h14	2 S	08h04	16h42	2 M	08h24	16h51	2 V	08h01	17h34	2 S	07h12	18h20
3 V	07h21	17h12	3 D	08h05	16h41	3 M	08h24	16h52	3 S	08h00	17h35	3 D	07h10	18h22
4 S	07h23	17h11	4 L	08h06	16h41	4 J	08h24	16h53	4 D	07h59	17h37	4 L	07h08	18h23
5 D	07h25	17h09	5 M	08h07	16h41	5 V	08h24	16h54	5 L	07h57	17h39	5 M	07h06	18h25
6 L	07h26	17h08	6 M	08h08	16h40	6 S	08h24	16h55	6 M	07h56	17h40	6 M	07h04	18h26
7 M	07h28	17h06	7 J	08h10	16h40	7 D	08h23	16h56	7 M	07h54	17h42	7 J	07h02	18h28
8 M	07h29	17h05	8 V	08h11	16h40	8 L	08h23	16h57	8 J	07h53	17h44	8 V	07h00	18h29
9 J	07h31	17h04	9 S	08h12	16h40	9 M	08h23	16h59	9 V	07h51	17h45	9 S	06h58	18h31
10 V	07h32	17h02	10 D	08h13	16h40	10 M	08h22	17h00	10 S	07h50	17h47	10 D	06h56	18h32
11 S	07h34	17h01	11 L	08h14	16h40	11 J	08h22	17h01	11 D	07h48	17h48	11 L	06h54	18h34
12 D	07h35	17h00	12 M	08h15	16h40	12 V	08h21	17h03	12 L	07h46	17h50	12 M	06h52	18h35
13 L	07h37	16h58	13 M	08h16	16h40	13 S	08h21	17h04	13 M	07h45	17h52	13 M	06h50	18h37
14 M	07h38	16h57	14 J	08h16	16h40	14 D	08h20	17h05	14 M	07h43	17h53	14 J	06h48	18h38
15 M	07h40	16h56	15 V	08h17	16h40	15 L	08h20	17h07	15 J	07h41	17h55	15 V	06h46	18h40
16 J	07h41	16h55	16 S	08h18	16h40	16 M	08h19	17h08	16 V	07h40	17h56	16 S	06h44	18h41
17 V	07h43	16h54	17 D	08h19	16h41	17 M	08h18	17h09	17 S	07h38	17h58	17 D	06h42	18h43
18 S	07h44	16h53	18 L	08h19	16h41	18 J	08h17	17h11	18 D	07h36	18h00	18 L	06h40	18h44
19 D	07h46	16h52	19 M	08h20	16h41	19 V	08h17	17h12	19 L	07h35	18h01	19 M	06h38	18h46
20 L	07h47	16h51	20 M	08h21	16h42	20 S	08h16	17h14	20 M	07h33	18h03	20 M	06h36	18h47
21 M	07h49	16h50	21 J	08h21	16h42	21 D	08h15	17h15	21 M	07h31	18h04	21 J	06h34	18h48
22 M	07h50	16h49	22 V	08h22	16h43	22 L	08h14	17h17	22 J	07h29	18h06	22 V	06h32	18h50
23 J	07h52	16h48	23 S	08h22	16h43	23 M	08h13	17h18	23 V	07h27	18h08	23 S	06h30	18h51
24 V	07h53	16h47	24 D	08h23	16h44	24 M	08h12	17h20	24 S	07h26	18h09	24 D	06h28	18h53
25 S	07h55	16h46	25 L	08h23	16h44	25 J	08h11	17h21	25 D	07h24	18h11	25 L	06h26	18h54
26 D	07h56	16h45	26 M	08h23	16h45	26 V	08h10	17h23	26 L	07h22	18h12	26 M	06h24	18h56
27 L	07h57	16h45	27 M	08h24	16h46	27 S	08h09	17h24	27 M	07h20	18h14	27 M	06h21	18h57
28 M	07h59	16h44	28 J	08h24	16h46	28 D	08h08	17h26	28 M	07h18	18h15	28 J	06h19	18h59
29 M	08h00	16h43	29 V	08h24	16h47	29 L	08h06	17h28	29 J	07h16	18h17	29 V	06h17	19h00
30 J	08h01	16h43	30 S	08h24	16h48	30 M	08h05	17h29				30 S	06h15	19h02
			31 D	08h24	16h49	31 M	08h04	17h31				passage en heure d'été		
												31 D	07h13	20h03

Direction départementale des territoires des Vosges

88-2023-05-24-00003

Arrêté n°193/2023/DDT
portant autorisation de remplacement d'enseigne



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires des Vosges**

**Arrêté n°193/2023/DDT
portant autorisation de remplacement d'enseigne**

La préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L.581-8 L.581-18, L.581-21, R.581-9 à R.581-13, R.581-16 et R.581-58 à 65 ;
- Vu le décret du 5 octobre 2022 nommant Mme Valérie MICHEL-MOREAUX, préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'Intérieur en date du 10 novembre 2022 nommant M. Laurent MARCOS directeur départemental des territoires des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 414/2022 du 21 novembre 2022 accordant délégation de signature au titre des attributions de la direction départementale des territoires des Vosges, de la gestion des ressources humaines, de l'ordonnancement secondaire, et de représentant du pouvoir adjudicateur à Monsieur Laurent MARCOS directeur départemental des territoires des Vosges ;
- Vu la décision n° 117/2023 du 3 avril 2023 de subdélégation de signature relative aux attributions de la direction départementale des territoires, à la gestion des personnels, à la représentation du pouvoir adjudicateur et à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire ;
- Vu la demande d'autorisation préalable présentée par Monsieur Luca BIBLO concernant le remplacement d'une enseigne relative à l'activité "NEO'IMO" située 48 Rue Saint-Jean dans la commune de Neufchâteau, réceptionnée le 25 avril 2023 et enregistrée sous le numéro AP 088 321 23 0051 ;

Considérant qu'en vertu des articles L.581-18 et L.581-8 du Code de l'environnement, l'installation d'enseignes sur les immeubles et dans les lieux situés dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables est soumise à autorisation ;

Considérant que l'activité "NEO'IMO" située 48 Rue Saint-Jean dans la commune de Neufchâteau est située dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable, l'installation d'enseignes est donc soumise à autorisation ;

Considérant que l'article R.581-16 du Code de l'environnement dispose que *"l'autorisation d'installer une enseigne prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 581-18 est délivrée par l'autorité compétente en matière de police après accord de l'architecte des bâtiments de France lorsque cette installation est envisagée sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application de l'article L.631-1 du Code du patrimoine"*;

Considérant que, le 22 mai 2023, l'architecte des bâtiments de France a rendu un avis favorable néanmoins assorti de prescriptions mentionnées à l'article 1 du présent arrêté ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires

Arrête :

Article 1^{er} - L'autorisation d'installation d'une enseigne au bénéfice de l'activité "NEO'IMO" située 48 Rue Saint-Jean dans la commune de Neufchâteau est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

- les informations de l'enseigne bandeau seront limitées à :
 - la raison sociale ;
 - l'indication de l'activité et/ou le nom de la personne ;
- l'enseigne pourra être rétroéclairée avec un éclairage indirect par la tranche ou par l'arrière (pas de lettre en caisson lumineux) ;
- les teintes noires et blanches pures ne sont pas autorisées ;
- le lettrage noir pur sera remplacé par un lettrage gris soutenu.

Article 2 – Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal le 24 mai 2023

Pour la préfète et par délégation :
Le chef de service de l'environnement et des risques

Signé

Alain LERCHER

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du signataire du présent arrêté, ou d'un recours hiérarchique auprès du directeur départemental des territoires, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers. La décision de rejet, expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours gracieux ou hiérarchique – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus

Prefecture des Vosges

88-2023-05-25-00001

Arrêté du 25 mai 2023 portant interdiction d'une manifestation de type rave-party, free party et tecknival dans le département des Vosges du 26 mai 2023 à 18h00 au 30 mai 2023 à 08h00.

BUREAU DE LA SÉCURITÉ ET DE L'ORDRE PUBLICS

Arrêté du 25 mai 2023

portant interdiction d'une manifestation de type rave-party, free party,
tecknival dans le département des Vosges
du 26 mai 2023 à 18h00 au 30 mai 2023 à 08h00

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Code de la route ;

VU le Code de la voirie routière ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2215-1 ;

VU le Code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 211-5 à L. 211-8, L. 211-15, R. 211-2 à R. 211-9, et R. 211-27 à R. 211-30 ;

VU le Code pénal et notamment son article 431-9 alinéas 1 et 2 ;

VU la loi n°2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne ;

VU la loi n°2003-239 pour la sécurité intérieure ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de la préfète des Vosges, Madame Valérie MICHEL-MOREAUX ;

Considérant que des rassemblements non autorisés de type rave-party, free-party et tecknival, pouvant regrouper plusieurs milliers de participants sont susceptibles d'être organisés dans le département des Vosges sur la période du 26 mai 2023 à 18h00 au 30 mai 2023 à 08h00 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 211-5 du Code de la sécurité intérieure, ce type de rassemblement est soumis à l'obligation de déclaration préalable auprès du préfet de département, en indiquant le nombre prévisible de participants ainsi que les mesures envisagées par l'organisateur pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques ;

Considérant qu'aucune manifestation de ce type n'a fait l'objet d'une déclaration préalable en préfecture et qu'à défaut d'une telle autorisation, l'organisation d'une manifestation non déclarée est un délit prévu par l'article 431-9 alinéas 1 et 2 du Code pénal ;

Adresse postale : Préfecture des Vosges - Place Foch – 88026 EPINAL CEDEX

Téléphone : 03 29 69 88 88 Courriel : prefecture@vosges.gouv.fr

Retrouvez les horaires et les modalités d'accueil des services sur <http://www.vosges.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal: 03 29 69 88 89

1/2

Considérant que ce type d'évènement suppose l'engagement de moyens humains et d'équipements durant cette période afin d'assurer la sécurité publique ;

Considérant que les effectifs des forces de sécurité sont insuffisants pour assurer que ce type de rassemblement se déroule dans de bonnes conditions ;

Considérant que les moyens appropriés de secours aux personnes, ainsi qu'en matière de sécurité sanitaire et routière ne peuvent être réunis ;

Sur proposition de Madame la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète des Vosges,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Tout rassemblement de type rave-party, free-party et teknival est interdit dans le département des Vosges du 26 mai 2023 à 18h00 au 30 mai 2023 à 08h00.

Article 2 : Le transport de tout matériel de sonorisation ou d'amplification susceptible d'être utilisé pour les manifestations mentionnées à l'article précédent est interdit durant la même période. La circulation des poids lourds de plus de 3,5 tonnes de PTAC est interdite sur l'ensemble des réseaux routiers (réseau routier national et réseau routier secondaire) du département des Vosges pour les véhicules transportant du matériel susceptible d'être utilisé pour une manifestation non autorisée notamment sonorisation, sound system, amplificateurs, pour la même période.

Article 3 : Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues à l'article R. 211-27 du Code de la sécurité intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal judiciaire.

Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbal dressé par les forces de l'ordre.

Article 4 : Le présent arrêté fait l'objet d'une diffusion sur le site internet et les réseaux sociaux de la préfecture.

Article 5 : La sous-préfète, directrice de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le commandant du groupement de gendarmerie et le directeur départemental de la sécurité publique du département des Vosges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Vosges et diffusé à l'ensemble des maires du département.

Fait à Épinal le 25 mai 2023

La préfète,

SIGNÉ

Valérie MICHEL-MOREAUX

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Prefecture des Vosges

88-2023-05-25-00004

Arrêté du 25 mai 2023

portant modification statutaire du Syndicat Intercommunal
d'Assainissement de la Vallée des Lacs

**BUREAU DES FINANCES LOCALES
ET DE L'INTERCOMMUNALITE**

RÉF : AP DCL BFLI N° 039/2023

Arrêté du 25 mai 2023

**Portant modification statutaire du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée des Lacs
désormais appelé Syndicat Intercommunal d'Énergie des Lacs (SIEL)**

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5211-20 ;
- VU** le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de Madame Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de préfète des Vosges ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1258/82 du 10 juin 1982 portant création du Syndicat Intercommunal d'Assainissement (SIA) de la Vallée des Lacs, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 3829/2008 du 31 décembre 2008 ;
- VU** la délibération du 25 janvier 2023 par laquelle le comité syndical du SIA de la Vallée des Lacs décide de modifier ses statuts ;
- VU** les délibérations des conseils municipaux des communes membres du SIA ;

Considérant que les conditions de majorité qualifiées requises sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges

- A R R E T E -

Adresse postale : Préfecture des Vosges - Place Foch – 88026 EPINAL CEDEX

Téléphone : 03 29 69 88 88 Courriel : prefecture@vosges.gouv.fr

Retrouvez les horaires et les modalités d'accueil des services sur <http://www.vosges.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal: 03 29 69 88 89

1/4

Article 1^{er}: les nouveaux statuts du Syndicat Intercommunal d'Assainissement (SIA) de la Vallée des Lacs désormais appelé Syndicat Intercommunal d'Energie des Lacs (SIEL) sont annexés au présent arrêté.

Article 2: Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges, le directeur départemental des finances publiques, le trésorier, le président du syndicat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

Fait à Épinal, le 25 mai 2023

La préfète,
Par délégation, le sous-préfet,
Secrétaire général

David PERCHERON

Délais et voies de recours - La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Statuts du SIVU

« Syndicat Intercommunal d'Énergie des Lacs (SIEL) »

Vu l'arrêté préfectoral n° 1258/82 du 10 Juin 1982 portant Création du Syndicat Intercommunal d'Assainissement (SIA) de la Vallée des Lacs,

Vu l'arrêté préfectoral n° 805/86 du 7 Juillet 1986, portant modification des statuts du SIA de la Vallée des Lacs,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2818/90 du 8 Octobre 1990, portant modification des statuts du SIA de la Vallée des Lacs,

Vu l'arrêté préfectoral n° 637/91 du 18 Avril 1991, portant modification des statuts du SIA de la Vallée des Lacs,

Vu l'arrêté préfectoral n° 3829/2008 du 31 Décembre 2008, portant modification des statuts du SIA de la Vallée des Lacs,

En préambule, il convient de préciser que le SIVU prendra la nouvelle dénomination de : «Syndicat Intercommunal d'Énergie des Lacs (SIEL)»

Article 1. -

En application des articles L 5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique entre les Communes de GÉRARDMER et XONRUPT LONGEMER.

Article 2. -

Le Syndicat a pour objet :

pour l'assainissement :

- la création d'une station d'épuration pour le traitement des effluents d'eaux vannes des communes membres,
- la création d'un collecteur intercommunal pour l'amenée des effluents à traiter à cette station, à partir du compteur de débit des effluents de la Commune de XONRUPT LONGEMER, domaine public sur Commune de GÉRARDMER, au droit de la parcelle C 738 et parcelle AO 180 Commune de GÉRARDMER, pour le raccordement des Effluents de GÉRARDMER au collecteur intercommunal,
- la création d'une canalisation de rejet dans la Vologne,
- la gestion des équipements visés ci-dessus.

pour la production d'énergie :

- la production d'énergie,
- la gestion de l'ensemble des équipements appartenant au Syndicat.

Article 3. -

Le siège du Syndicat est établi à l'Hôtel de Ville de GÉRARDMER – 46 rue Charles de Gaulle – 88400.

Article 4. -

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée. Il pourra y être mis fin par délibérations conjointes des Communes membres.

Article 5. -

Le Syndicat est administré par un comité composé de membres élus par les Conseils Municipaux. Le nombre de délégués titulaires est fixé comme suit :

GÉRARDMER :	4 membres
XONRUPT LONGEMER :	4 membres.

Article 6. -

Au plus tard dans le mois suivant la désignation des délégués de chaque conseil municipal, le comité se réunit pour procéder à l'élection des membres de son bureau dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales pour l'élection du maire et de ses adjoints.

Ce bureau est constitué d'un Président et de deux vice-Présidents.

Article 7. -

La répartition entre les Communes membres du Syndicat se définit comme suit :

pour l'assainissement :

GÉRARDMER : 80 %
XONRUPT LONGEMER : 20 %

pour la production d'énergie

GÉRARDMER	50 %
XONRUPT LONGEMER	50 %.

Article 8. -

Le comptable public assure les fonctions de receveur du Syndicat.

approuvés en Comité Syndical du 25 Janvier 2023.

Prefecture des Vosges

88-2023-05-17-00002

Arrêté interpréfectoral portant ouverture d'une enquête publique unique sur les demandes d'autorisation environnementale, de déclaration d'intérêt général et de déclaration d'utilité publique formulées par l'Etablissement Public Territorial de Bassin Meurthe Madon en vue de réaliser des aménagements de gestion des inondations et de restauration hydromorphologiques dans le bassin versant du Madon



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Préfecture des Vosges**

ARRETE INTERPREFECTORAL

**portant ouverture d'une enquête publique unique sur les demandes d'autorisation
environnementale, de déclaration d'intérêt général et de déclaration d'utilité publique
formulées par l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Meurthe-Madon en vue de
réaliser des aménagements de gestion des inondations et de restauration
hydromorphologiques dans le bassin versant du Madon**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

LA PREFETE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 121-15-1 à L.121-21 ; L. 122-1 à L.122-10, L. 123-1 à L.123-18, L.181-9, L.181-10, R. 123-1 à R.123-27 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 1, L. 110-1, R. 111-1 et R. 112-1 à R. 112-24 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu la concertation préalable menée par l'EPTB Meurthe-Madon du 16/10/2020 au 22/11/2020 pour le projet du Programme d'Opérations d'Aménagement et de Protection contre les Inondations dans le bassin versant du Madon (PAPI Madon) et son bilan ;

Vu la déclaration d'intention publiée sur le site Internet de l'EPTB Meurthe-Madon et des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et affichée dans les collectivités territoriales concernées ;

Vu les demandes d'autorisation environnementale et de déclaration d'intérêt général déposées le 23 juillet 2021 par l'EPTB Meurthe-Madon pour le programme PAPI Madon ;

Vu la délibération 2021_61 du 30/11/2021 du bureau syndical de l'EPTB Meurthe-Madon, complétée par la délibération 2022_38 du 30/06/2022 sollicitant l'engagement d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de permettre la réalisation des aménagements programmés ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2022 prolongeant la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale ;

Vu l'avis émis le 04 août 2022 par la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est sur l'étude d'impact et le mémoire en réponse à cet avis ;

1, rue du préfet Claude Erignac
CO 60031 - 54038 Nancy Cedex
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr

Vu l'avis du Conseil national de la protection de la nature en date du 04 mai 2023 ;

Vu les listes annuelles départementales (Meurthe-et-Moselle et Vosges) d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établie au titre de l'année 2023 ;

Considérant que la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle a déclaré les dossiers de demande d'autorisation environnementale et de déclaration d'intérêt général complets et réguliers ;

Considérant que par courriers du 20/12/2021 et du 21/12/2022, l'EPTB a sollicité, auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux nécessaires de gestion des inondations et de restauration hydromorphologiques dans le bassin versant du Madon ;

Considérant que le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) précité comprend l'ensemble des pièces exigées par l'article R. 123-8 du code de l'environnement et par l'article R. 112-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant que le public n'a pas exercé son droit d'initiative suite à la publication de la déclaration d'intention précitée ;

Considérant que les dossiers de demandes d'autorisation environnementale et de déclaration d'utilité publique comportent une évaluation environnementale unique ;

Considérant que les demandes d'autorisation environnementale et de déclaration d'utilité publique concourent à la réalisation d'un seul et même projet ;

Considérant par conséquent qu'une enquête publique unique peut être organisée ;

Considérant que par ordonnance n° E23000034/54 du 13 avril 2023, le président du Tribunal administratif de Nancy a procédé à la désignation d'une commission d'enquête qui sera présidée par M. Pascal GAIRE, retraité de la fonction publique territoriale ;

Considérant que les modalités d'organisation de l'enquête publique unique ont été définies en concertation avec la commission d'enquête ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfetures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

ARRÊTENT

Article 1^{er}: Une enquête publique unique d'une durée de 37 jours consécutifs aura lieu du **lundi 12 juin 2023 au mardi 18 juillet 2023 inclus à 12h00** sur les demandes suivantes formulées par l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Meurthe-Madon en vue de réaliser le programme d'opérations d'aménagement et de protection contre les inondations dans le bassin versant du Madon : demande d'autorisation environnementale - déclaration d'utilité publique – déclaration d'intérêt général.

Article 2 : Les opérations, au nombre de quatre, mentionnées dans le PAPI Madon s'inscrivent dans un double objectif de diminution de la vulnérabilité face aux risques inondation et de reconquête des milieux aquatiques.

Ces opérations sont réparties sur l'ensemble du bassin versant du cours d'eau « Le Madon », entre le département des Vosges (88) et le département de Meurthe-et-Moselle (54), au sein même du lit mineur du Madon ou bien dans son lit majeur, à proximité immédiate des berges.

Article 3 : Cette enquête se déroulera au sein de la mairie des communes de Hymont (88), Lerrain (88), Mirecourt (88), Voinémont (54), ainsi qu'au siège de la Communauté de communes du Pays du Saintois (21 rue de la Gare - 54 116 TANTONVILLE).

La mairie de la commune de Mirecourt est désignée siège de l'enquête publique unique.

Article 4 : La commission d'enquête, désignée par le Tribunal administratif de Nancy, est composée des commissaires-enquêteurs suivants :

- M. Pascal GAIRE, retraité de la fonction publique territoriale, président de la commission d'enquête ;
- Mme Salimata SPINATO, gérante d'une société d'étude et conseil en environnement.
- Mme Marie-Cécile BENNELECK, retraitée de la fonction publique territoriale.

Article 5 : Les dossiers soumis à enquête publique - dans lesquels figurent notamment l'étude d'impact, l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est sur cette étude d'impact - peuvent être consultés par le public pendant toute la durée de l'enquête selon les modalités suivantes :

- aux jours et heures d'ouverture au public des mairies de Hymont (88), Lerrain (88), Mirecourt (88), Voinémont (54) et du siège de la Communauté de communes du Pays du Saintois (21 rue de la Gare - 54 116 TANTONVILLE) ;
- lors des permanences assurées par les commissaires-enquêteurs et indiquées à l'article 7 du présent arrêté ;
- sur le site internet dédié à l'enquête à l'adresse suivante :
<https://www.registredemat.fr/papi-madon>
- sur un poste informatique accessible sur rendez-vous dans les préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00. Les demandes de rendez-vous devront être formulées selon les modalités suivantes :
 - préfecture de Meurthe-et-Moselle : par téléphone (03.83.34.26.51) ou par courriel (pref-enquetepublique@meurthe-et-moselle.gouv.fr)
 - préfecture des Vosges : par téléphone (03.29.69.88.71) ou par courriel (pref-environnement@vosges.gouv.fr)

Article 6 : Toute personne peut demander à obtenir des informations auprès du pétitionnaire par courrier (EPTB Meurthe-Madon – A l'attention de M. Philippe LARIVIERE – 3 rue Jacques Villermaux – 54000 NANCY) ou par mail (plariviere@eptb-meurthemadon.fr)

Article 7 : Le public pourra présenter pendant toute la durée de l'enquête ses observations et propositions sur le projet soumis à enquête publique selon les modalités définies ci-après :

- par correspondance adressée au président de la commission d'enquête à l'adresse suivante : Mairie de Mirecourt – A l'attention de M. Pascal GAIRE, président de la commission d'enquête – 32, rue du Général Leclerc – BP 189 – 88507 MIRECOURT Cedex ;

- sur le registre d'enquête unique disponible au sein des collectivités énumérées à l'article 3 du présent arrêté aux jours et heures habituels d'ouverture au public ainsi que lors des permanences assurées par les commissaires-enquêteurs ;
- sur le registre d'enquête dématérialisé accessible pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante :

<https://www.registredemat.fr/papi-madon>

- par courrier électronique : papi-madon@registredemat.fr
- directement auprès des commissaires-enquêteurs lors des permanences qui se tiendront selon les modalités suivantes :

Lieux des permanences	Dates des permanences	Heures des permanences
Mairie de Mirecourt (88)	lundi 12 juin 2023	16h30 à 18h30
Mairie de Voinémont (54)	mardi 13 juin 2023	17h00 à 19h00
Mairie de Hymont (88)	vendredi 16 juin 2023	16h30 à 18h30
Siège de la communauté de communes Pays du Saintois (54)	mercredi 21 juin 2023	15h00 à 17h00
Mairie de Lerrain (88)	samedi 24 juin 2023	10h00 à 12h00
Mairie de Voinémont (54)	mardi 27 juin 2023	17h00 à 19h00
Mairie de Hymont (88)	jeudi 29 juin 2023	11h30 à 13h30
Mairie de Mirecourt (88)	mercredi 5 juillet 2023	10h00 à 12h00
Mairie de Voinémont (54)	samedi 8 juillet 2023	09h00 à 11h00
Mairie de Hymont (88)	lundi 10 juillet 2023	15h00 à 17h00
Mairie de Lerrain (88)	mardi 11 juillet 2023	16h00 à 18h00
Siège de la communauté de communes Pays du Saintois (54)	lundi 17 juillet 2023	10h00 à 12h00
Mairie de Mirecourt (88)	mardi 18 juillet 2023	10h00 à 12h00

Article 8 : L'avis d'ouverture d'enquête sera rendu public par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés dans les collectivités énumérées à l'article 3 du présent arrêté, sur les lieux du projet et en préfecture de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Article 9 : Une réunion d'information et d'échange avec le public se tiendra en présence de la commission d'enquête et de l'EPTB Meurthe-Madon le mardi 20 juin 2023 à 18h00 - salle du conseil municipal de la mairie de Mirecourt.

Article 10 : A l'issue de la procédure d'instruction, les préfets de Meurthe-et-Moselle et des Vosges pourront accorder ou refuser les demandes d'autorisation environnementale, de déclaration d'intérêt général et de déclaration d'utilité publique du projet.

Article 11 : Pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête selon les modalités suivantes :

- aux jours et heures habituels d'ouverture au public des collectivités mentionnées à l'article 3 du présent arrêté ;
- dans les préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et sur leurs sites Internet respectifs.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le secrétaire général de la préfecture des Vosges, le directeur de l'établissement public territorial de bassin Meurthe-Madon, les maires des communes de Hymont, Lerrain, Mirecourt, Voinémont, le président de la Communauté de communes du Pays du Saintois, le président et les membres de la commission d'enquête sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au président du Tribunal administratif de Nancy, et aux directeurs départementaux des territoires de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

A Nancy, le 17 mai 2023

A Épinal, le 17 mai 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

SIGNE

Julien LE GOFF

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

SIGNE

David PERCHERON